



Union Syndicale des Travailleurs de la Métallurgie

- Pour satisfaire aux besoins de mobilité,
- Pour des véhicules populaires, propres et accessibles à tous,
- Pour l'emploi CDI et le progrès social.



La France a besoin d'une filière automobile française forte en développant son outil industriel, sa capacité de recherche et d'innovation !



La CGT appelle l'ensemble des salariés de l'automobile à débrayer le 6 mai 2021 et à se rendre massivement devant l'usine Renault du Mans à partir de 10 h

Depuis une trentaine d'années, tous les gouvernements successifs ont mené une politique néolibérale pour une société dans laquelle :

- ✓ Toutes les activités humaines (publiques et privées) sont considérées comme des « coûts » à réduire.
- ✓ Les entreprises ont pour unique objectif d'enregistrer toujours plus de profits pour une poignée d'actionnaires et de dirigeants.

Comme toute l'industrie, la filière automobile française

a été soumise à ce régime !

La stratégie de Renault, PSA et des principaux fournisseurs vise exclusivement « *la création de valeur* » au service des actionnaires et des dirigeants de l'entreprise :

- ✓ Vendre des voitures à fortes marges, fabriquées dans des pays à faible niveau social pour des taux de rentabilité aux ambitions illimitées. Conception, fabrication, R&D (Recherche et développement)... sont au service exclusif de la rentabilité à court terme.

Les conséquences sociales et environnementales sont catastrophiques !

Depuis 2004,

➤ Renault a déjà délocalisé plus de 60 % de ses activités industrielles et 40% de son ingénierie. La filière automobile française a suivi le même mouvement et a déjà perdu plus de 150 000 emplois sur la même période avec une explosion de la précarité.

➤ L'essentiel des véhicules du Groupe Renault vendus en France est totalement réimporté et fabriqué dans les pays à l'énergie la plus carbonée. Associé au transport, le bilan carbone est catastrophique et inacceptable. Et PSA s'est engagé dans la même voie.

Or, plus Renault et PSA délocaliseront, plus la filière automobile française et sarthoise délocalisera ! A ce rythme, on peut légitimement se demander ce qui restera en Sarthe de Renault, NTN, Valéo...

Cette stratégie engendre des baisses d'emplois dans les autres secteurs d'activités du pays, dans l'industrie, les activités de services, le commerce...

Elle a un impact désastreux sur la présence des services publics dans les territoires. Ce manque à gagner considérable nuit au financement de notre protection sociale.

L'incapacité de la France à concevoir et à fabriquer les vaccins contre la Covid 19, montre à quel point la France est devenue dépendante d'autres pays. C'est aussi vrai pour la filière automobile française dont une part croissante de composants sont pour certains, fabriqués totalement en dehors de l'hexagone.

Cette stratégie de délocalisation est financée par des milliards d'€ d'aides publiques versées chaque année aux entreprises sous différentes formes (CICE, CIR, subvention, exonérations de cotisations sociales...) que gouvernements et élus locaux persistent à leur concéder !

Et pendant ce temps-là, les actionnaires de la filière se gavent de dividendes. Ceux de Renault en ont empoché près de 8 milliards d'€ depuis 2004 !

“ Ça suffit, prenons nos affaires en mains ! ”

On ne résoudra pas les problématiques environnementales sans répondre aux enjeux sociaux. Sans permettre à chacun de se doter de véhicules propres, fabriqués en France et accessibles financièrement.

Le pays a besoin d'une politique publique au service du développement industriel, du progrès social, social et environnemental.

➤ Les critères de décisions pour les choix de R&D, d'investissements et d'affectations doivent être profondément redéfinis, discutés collectivement (cito-

yens, élus politiques, représentants syndicaux).

➤ Ils doivent être conditionnés à leurs effets vertueux pour l'emploi, le progrès social, l'environnement et donc à l'aménagement du territoire.

Ce n'est plus le niveau de rentabilité sans fin exigé par les actionnaires qui doit prévaloir, mais l'intérêt commun.

Le devenir de l'industrie française ne peut plus être laissé aux seules mains des dirigeants d'entreprises et des politiques qui les accompagnent.

Alors salariés de la filière automobile Sarthoise.. prenons nos affaires en mains !

Le 6 mai devant l'usine du Mans, rejoignez les salariés des autres secteurs d'activités. Et tous ensemble, exigeons d'autres choix possibles pour que l'intérêt commun prime sur les intérêts particuliers.

La CGT défend des propositions très concrètes pour répondre à l'ensemble des enjeux du moment.